

Internationale Démocrate Chrétienne
Internacional Demócrata Cristiana
Christian Democrat International

UNION MONDIALE DES PARTIS, ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET MOUVEMENTS DEMOCRATES CHRETIENS
UNION MUNDIAL DE LOS PARTIDOS, ORGANIZACIONES INTERNACIONALES Y MOVIMIENTOS DEMOCRATAS CRISTIANOS
WORLD UNION OF CHRISTIAN DEMOCRATIC PARTIES, MOVEMENTS AND INTERNATIONAL ORGANISATIONS

PERIODO
PRESIDENCIAL

005266

ARCHIVO

LA DC

ET L'AMÉRIQUE

LATINE

Les démocrates chrétiens pensent pouvoir résoudre les problèmes du cône sud : démocraties et économies fragiles, pauvreté galopante.

LE SOIR

17 / 03 / 1992

p. 7

SANTIAGO

De notre envoyée spéciale

L'ombre du Venezuela, toujours aux prises avec la crise politique et de confiance qui a suivi la tentative de coup d'Etat du 4 février dernier, a plané sur toute la conférence sur la démocratisation dans le cône sud qui vient de s'achever à Santiago, la capitale chilienne.

Cette table ronde relative au progrès de la démocratie dans les pays méridionaux de l'Amérique latine s'était d'ailleurs ouverte sur un double symbole : les travaux se déroulaient dans l'enceinte ro-coco de ce qui fut le Parlement chilien jusqu'au putsch pinochetiste de 1973, et qui resta fermée pendant les dix-sept ans de la dictature avant d'être transformée en ministère des Affaires étrangères. Et, alors que l'organisateur de cette conférence, en collaboration avec la CEE, était l'Internationale démocrate chrétienne, son président, le Vénézuélien Eduardo Fernández, qui était une des personnalités les plus attendues, a dû annuler en dernière minute sa participation en raison de la tension persistante dans son pays.

Eduardo Frei, président du parti démocrate chrétien chilien, et fréquemment présenté comme le successeur du président Aylwin, a lancé une mise en garde : Les progrès que nous avons accomplis sur le terrain de la démocratisa-

tion ne doivent pas nous plonger dans l'autosatisfaction : les événements récents en Haïti d'abord, puis au Venezuela, pourtant une des démocraties les plus stables de toute l'Amérique latine, doivent être pour chacun de nous un signal d'alarme et une invitation à redoubler d'efforts pour mener à bien cette étape difficile de la démocratisation.

L'Amérique latine s'est en effet lancée dans une double course qui doit impérativement être gagnée : celle de la démocratisation de ses institutions paralysées par la dictature qui a sévi dans la plupart des pays qui la composent, et celle de l'assainissement d'une économie généralement marquée par la récession, l'hyperinflation et l'endettement public. Comme le Vénézuélien Carlos Andres Perez, les présidents actuellement en fonction ont donc tous engagé leur pays sur la voie de réformes néo-libérales. Mais l'Amérique latine compte, selon l'ONU, deux cents millions de pauvres et soixante millions de personnes qui vivent dans une misère absolue. Une situation explosive donc, à laquelle l'IDC pense pouvoir apporter une solution.

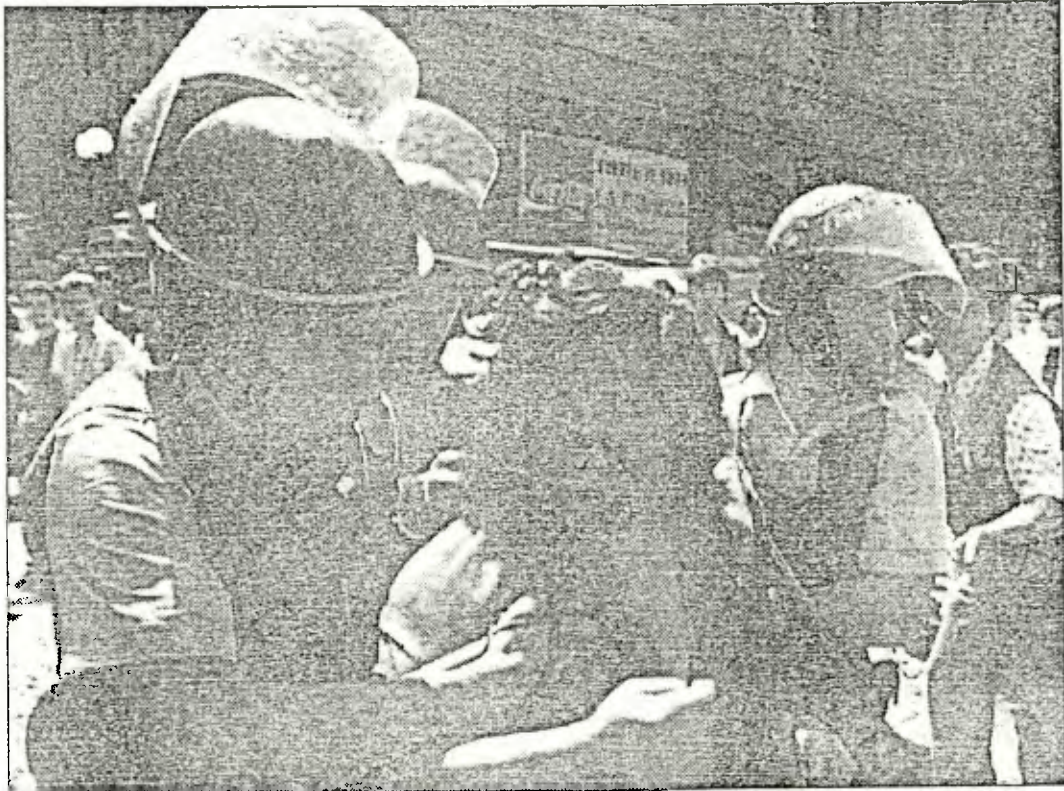
Il est vrai qu'elle peut fièrement brandir l'exemple de deux pays parmi les mieux portants de l'Amérique latine et dirigés par des présidents démocrates chrétiens : le Costa Rica et le Chili. La DC représente également une force non négligeable au Venezuela, ou au Guatemala, au Panama et au Salvador où elle est dans l'opposition. Des contacts ont lieu par ailleurs entre l'IDC et les partis de même inspiration comme le parti populaire au Pérou ou le parti justicialiste en Argentine.

La doctrine sociale chrétienne est basée sur la solidarité, a rappelé Wilfried Martens qui, dégagé de ses belges responsabilités, a désormais plus de temps à consacrer à sa présidence du parti populaire européen et avait donc pu se rendre à Santiago. Et cette doctrine, devait-il poursuivre, est



Internationale Démocrate Chrétienne
Internacional Demócrata Cristiana
Christian Democrat International

UNION MONDIALE DES PARTIS, ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET MOUVEMENTS DEMOCRATÉS CHRÉTIENS
UNION MUNCIAL DE LOS PARTIDOS, ORGANIZACIONES INTERNACIONALES Y MOVIMIENTOS DEMOCRATAS CRISTIANOS
WORLD UNION OF CHRISTIAN DEMOCRATIC PARTIES, MOVEMENTS AND INTERNATIONAL ORGANISATIONS



Manifestation à Santiago pour que tous les bourreaux des années Pinochet soient jugés. Photo AFP.

empreinte de valeurs morales et de tolérance. Des qualités qui ont aidé à la construction d'une Europe plus sociale et plus solidaire, et qui ont un rôle à jouer dans le reste du monde.

Pour Eduardo Frei, la DC dispose de nombreux atouts pour aider l'Amérique latine : Que ce soit au Chili ou dans les pays de l'Est, la démocratie chrétienne est une des forces qui ont, après des années passées sous le joug de l'autoritarisme, le plus lutté pour le retour de la démocratie et pour la consolidation de ce processus. Comme la base même de ce courant est le respect de l'être humain, il est particulièrement sensible à tout ce qui touche les violations des droits de l'homme. Au Chili, le président Aylwin a mis en place une commission nationale pour la vérité et la réconciliation qui a travaillé pour faire toute la

lumière sur les milliers de cas douloureux de violations des droits de l'homme laissés par la dictature. Un progrès substantiel a été accompli dans ce domaine, mais il est évident qu'on ne peut résoudre de tels problèmes dans de si brefs délais.

Enfin, poursuit le président du PDC, l'exemple chilien a montré qu'il est possible de combiner développement économique et lutte contre la pauvreté.

Hector Gatti, président du groupe démocrate chrétien au sein du Parlement argentin, a en effet cerné ce qui est actuellement le problème numéro un de l'Amérique latine : Un nouvel ordre international ne pourra être construit sans que l'extrême pauvreté dont souffrent des millions de personnes n'ait pu être éradiquée. Les pays d'Amérique latine doivent tenir

compte de cette réalité, et, dans leurs efforts pour construire une démocratie solide, ils ne doivent pas, à côté du chapitre politique, négliger les aspects économiques et sociaux.

Les socio-chrétiens latino-américains ont ainsi confirmé qu'ils se trouvaient politiquement sur la même longueur d'ondes. Néanmoins, comme l'a remarqué Eduardo Frei, l'internationale démocrate chrétienne qu'on peut qualifier comme centriste, compte aussi dans ses rangs des partis comme la CDU allemande, dont les positions rejoignent plutôt celles de la droite chilienne. Mais nous avons cependant pu vérifier dans quelques grandes occasions que, sur les grands principes de démocratie et de respect des droits de l'homme, nous sommes tous d'accord...

VÉRONIQUE KIESEL



Internationale Démocrate Chrétienne
Internacional Demócrata Cristiana
Christian Democrat International

UNION MONDIALE DES PARTIS, ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET MOUVEMENTS DEMOCRATÉS CHRÉTIENS
UNION MUNDIAL DE LOS PARTIDOS, ORGANIZACIONES INTERNACIONALES Y MOVIMIENTOS DEMOCRATAS CRISTIANOS
WORLD UNION OF CHRISTIAN DEMOCRATIC PARTIES, MOVEMENTS AND INTERNATIONAL ORGANISATIONS

La CEE s'est gardée de promesses mirobolantes

LE SOIR

17 / 03 / 1992

p. 7

L'Amérique latine, fruit de la rencontre entre l'Europe et les peuples indigènes d'Amérique du Sud : la formule présentée par le président chilien Patricio Aylwin, durant la conférence sur la démocratisation dans le cône sud, ne manque pas de charme. Mais s'il est évident que les premières années de cette « rencontre » furent financièrement surtout profitables à l'Ancien Continent qui avait trouvé l'eldorado, les échanges se sont depuis quelque peu rééquilibrés. Commercialement parlant, le premier client des pays du cône sud est aujourd'hui la Communauté européenne qui accueille un tiers de ses exportations.

Néanmoins les engagements restants de la CEE dans cette région sont restés jusqu'ici plutôt modestes, bien moins élevés en tout cas qu'envers l'Europe de l'Est ou les pays d'Afrique, Caraïbes, et Pacifique. Contrairement au grand voisin nord-américain, la Communauté européenne n'a pas fait de promesse mirobolante à l'Amérique latine, mais elle développe pas à pas un réseau de liens qui se resserre chaque jour un peu plus.

Symptomatique : les fonds destinés au développement et à la coopération dans cette région pour la période 1991-1995 ont doublé par rapport au terme précédent. Plus précisément, mille millions d'écus y seront consacrés pendant ce quinquennat, chiffre auquel il faut ajouter l'aide alimentaire, l'aide d'urgence et les fonds consacrés aux ONG. Au total, ce sont 300 millions d'écus qui sont distribués chaque année comme aide non remboursable, à quoi il faut encore ajouter la coopération directe de pays à pays.

Au-delà des chiffres, l'émissaire

de la CEE à la conférence de Santiago, Vittorino Alocco, a fait le point sur les différents types d'accords qui ont été passés entre les deux partenaires et principalement les accords de coopération de la troisième génération basés sur la notion de « la nation la plus favorisée : ils couvrent tous les secteurs de l'économie, depuis la coopération industrielle et commerciale, les investissements, la technologie le développement social, le respect de l'environnement, l'information, l'administration publique, la formation, jusqu'au tourisme et à l'intégration régionale.

Ce nouveau type de coopération se fait notamment via les partenaires européens d'investissement qui ont pour but de favoriser la création d'entreprises mixtes. Soixante-quatre de ces projets sont déjà en cours en Amérique latine.

Dans le même esprit a été créé récemment la Fondation des entreprises Europe-Chili, une pionnière qui est chargée d'assurer l'échange d'informations techniques, économiques et financières afin d'aider au développement des petites et moyennes entreprises locales. Autre nouveauté : la coopération est désormais liée au respect des droits de l'homme dans les pays qui en bénéficient.

L'Europe du prochain grand marché se penche en outre avec sollicitude sur les mécanismes similaires d'intégration régionale qui se développent en Amérique latine : la troisième conférence ministérielle CEE-Groupe de Rio doit se tenir à Santiago au mois de mai, et un accord de principe a déjà été pris à propos de la Banque Européenne d'Investissement qui sera bientôt à pied d'œuvre en Amérique latine.

V. K.



Internationale Démocrate Chrétienne
Internacional Demócrata Cristiana
Christian Democrat International

UNION MONDIALE DES PARTIS, ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET MOUVEMENTS DEMOCRATÉS CHRÉTIENS
UNION MUNDIAL DE LOS PARTIDOS, ORGANIZACIONES INTERNACIONALES Y MOVIMIENTOS DEMOCRATAS CRISTIANOS
WORLD UNION OF CHRISTIAN DEMOCRATIC PARTIES, MOVEMENTS AND INTERNATIONAL ORGANISATIONS

Sur la fragilité de la démocratie dans une Amérique latine en proie à d'immenses déséquilibres économiques.

■ Vous êtes président du Chili depuis deux ans. L'exemple récent du Venezuela a montré que, en Amérique latine, la démocratie est encore aujourd'hui menacée...

□ En effet, les démocraties de notre continent sont fragiles, et ce surtout en raison des graves déséquilibres économiques et sociaux qui existent toujours. Cependant, nous sommes assez confiants dans l'avenir de notre pays. La politique que nous menons depuis deux ans a commencé à réduire ces écarts économiques. De plus, notre peuple s'est nourri pendant des siècles de valeurs culturelles positives. Avec l'Uruguay, nous sommes le pays latino-américain qui a le plus long passé démocratique. Il y a bien entendu eu l'interruption de 1973 à 1990, mais ce fut quasi la seule. Et cette expérience difficile que nous avons vécue nous a appris à résister désormais aux tentatives totalitaires. Les militaires ne représentent plus pour nous un danger. C'est en tout cas ce que je crois...

■ Mais pouvez-vous affirmer que vous disposez de tout le pouvoir ?

□ Dans un système démocratique, personne ne peut contrôler seul le pouvoir. Seul un dictateur totalitaire peut se targuer de ce genre de situation. Hitler avait un pouvoir absolu, Staline aussi. Mais je ne suis même pas sûr que Franco ou Pinochet en aient joui.

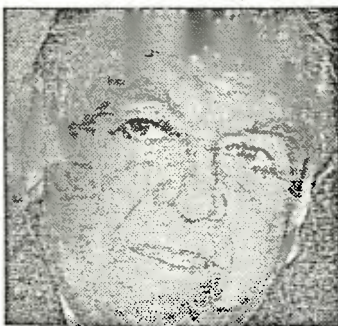
■ Vous devez cependant cohabiter avec l'ancien chef de l'Etat, le général Pinochet, qui dispose toujours d'un pouvoir certain dans les forces armées et dans les institutions qu'il a modelées à son goût...

□ Ce n'est en effet pas un mode de gouvernement idéal. Nombreux sont les Chiliens qui auraient préféré une autre solution. Mais nous avons estimé qu'il était préférable d'assurer une transition démocratique sans affrontement ni confrontation. De plus, Pinochet n'outrépasse pas son rôle de chef de l'armée, et les rapports avec les militaires se normalisent de jour en jour.

■ Les années de la dictature ont été marquées par de terribles violations des droits de l'homme. Estimez-vous avoir résolu ce chapitre douloureux ?

□ Nous avons l'an dernier créé la Commission pour la vérité et la réconciliation, qui a enquêté sur les milliers de cas qui lui ont été présentés. Les fautes ont été reconnues, et les victimes indemnisées. Des procès sont

Patricio Aylwin



2 LE SOIR • MERCREDI 18 MARS 1992

actuellement en cours. Nous avons la ferme volonté de faire toute la justice, mais il s'agit d'un processus de longue haleine.

■ Près de 40 % des Chiliens vivent dans la pauvreté. Qu'avez-vous fait pendant ces deux ans pour les aider à en sortir ?

□ Le Chili est en effet un pays du tiers monde. Le revenu moyen annuel par habitant n'y est que de 2.000 dollars, contre dix fois plus dans des pays plus développés. Ce phénomène de la pauvreté n'est pas nouveau. Ce n'est même pas de la faute du général Pinochet : certains secteurs de ce pays étaient déjà misérables avant lui. Mais la politique qu'il a suivie n'a fait qu'augmenter la différence entre les riches et les pauvres, puisqu'il n'avait aucune préoccupation sociale. C'est ce à quoi nous essayons de remédier actuellement. Or, on ne peut résoudre les problèmes des pauvres sans augmenter la richesse du pays : nous devons produire plus, vendre plus. En ce sens, la politique économique que nous suivons est un succès. Cependant, selon les théories de la politique néo-libérale, la croissance économique devrait produire une amélioration de la situation des pauvres grâce à de meilleurs salaires. Ce qui ne se produit pas dans la réalité. C'est pourquoi une politique sociale de l'Etat est indispensable : il doit intervenir pour maintenir un équilibre. Nous avons donc consacré des sommes importantes à des fins sociales, afin d'améliorer la santé, l'éducation et l'habitat.

■ Où en êtes-vous sur le plan de la législation sociale ?

□ Nous avons travaillé pour améliorer le respect des travailleurs par les entreprises. Les journées de travail sont de 8 heures, et nous en sommes à la semaine des 40 heures. Dans les grandes entreprises, les syndicats ont le

droit de négocier les conditions de travail des employés et de faire valoir leurs droits. Nous avons d'ailleurs modifié la législation sociale en ce sens. Désormais, les travailleurs qui perdent leur emploi pour des raisons économiques internes à l'entreprise reçoivent une indemnisation. Nous n'en sommes pas encore à une assurance chômage aussi développée que dans les pays industrialisés, mais c'est un début. Il y a deux ans, seuls 400.000 travailleurs étaient syndiqués. Aujourd'hui, ils sont 750.000. Ce n'est pas encore énorme pour une population salariée de 3,5 millions de personnes, et j'espère que ce chiffre va augmenter. Par ailleurs, en deux ans, nous avons augmenté, en termes réels hors inflation, le salaire minimum de 17 %, et les pensions de 13 %. Sans être vraiment extraordinaires, ces chiffres sont l'indication d'une tendance que nous voulons suivre.

■ La Constitution que vous a laissée Pinochet paralyse dans plusieurs secteurs la transition démocratique. Comment allez-vous vous y prendre pour la réformer ?

□ Nous avons déjà modifié certains textes : on ne peut pas tout faire en une fois. La réforme du système municipal a déjà eu lieu : le 28 juin auront lieu les premières élections locales. Par ailleurs, il est indispensable de refondre le système judiciaire. Par ailleurs, nous voulons modifier le système électoral qui est actuellement binominal majoritaire. Nous voulons le remplacer par un système à la proportionnelle respectant mieux les réalités du multipartisme. J'espère en outre arriver à supprimer l'immobilité des commandants en chef des forces armées, et à mettre fin à l'existence non démocratique des sénateurs institutionnels qui, désignés par le précédent chef de l'Etat, bloquent le travail législatif.

■ L'affaire Honecker fait beaucoup de bruit, ici et en Europe. Comment espérez-vous la résoudre ?

□ Il est difficile, au début d'une négociation comme celle que notre ambassadeur spécial a commencée à Moscou, de prédire quelle en sera l'issue. Le Chili entend simplement rester fidèle à sa tradition d'accueil et de respect des droits humains. Ce sont les circonstances exceptionnelles dans lesquelles cette personne s'est réfugiée dans notre ambassade qui doivent être prises en compte : son pays avait disparu, et l'Union soviétique s'engageait dans le même processus. Il faut donc trouver une solution qui satisfiera toutes les parties. Nous n'entendons pas briser la longue amitié qui unit le peuple allemand au peuple chilien. Il est clair que le Chili n'accordera pas l'asile à M. Honecker, et ne le soustraira pas à la justice allemande sans autorisation de son gouvernement.

Propos recueillis à Santiago par
VÉRONIQUE KIESEL



Internationale Démocrate Chrétienne
Internacional Demócrata Cristiana
Christian Democrat International

UNION MONDIALE DES PARTIS, ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET MOUVEMENTS DEMOCRATÉS CHRÉTIENS
UNION MUNDIAL DE LOS PARTIDOS, ORGANIZACIONES INTERNACIONALES Y MOVIMIENTOS DEMOCRATAS CRISTIANOS
WORLD UNION OF CHRISTIAN DEMOCRATIC PARTIES, MOVEMENTS AND INTERNATIONAL ORGANISATIONS

DE STANDAARD 17 / 03 / 1992 p.5

„Liberalisme bedreigt democratie in Zuid-Amerika”

Van onze verslaggever

SANTIAGO — Duidelijke onderschikking van de strijdkrachten aan het burgerlijk gezag, aanhoudende economische groei en meer sociale rechtvaardigheid zijn noodzakelijk om de vaak prille democratizering in Latijns-Amerika te verstevigen. De gebeurtenissen in Venezuela, waar spanning heerst sinds militairen vorige maand een poging tot staatsgreep ondernamen tegen een gevestigde democratische traditie, onderstreepden dit duidelijk. Zo verwoordde de Chileense kristendemokratische leider Eduardo Frei de consensus op een tijdens het week-einde besloten conferentie

in Santiago over „De democratizering van de zuidelijke landen van Latijns-Amerika”.

Op de conferentie, die onder EG-auspiciën met steun van de Chileense regering georganiseerd werd door de Kristendemokratische Internationale, klonken bij herhaling waarschuwingen voor de risico's die uitgaan van neoliberale economische opties en het uitblijven van verdeling van de rijkdom. De afwezigheid van voorzitter Eduardo Fernandez, de voorzitter van de Kristendemokratische Internationale, was in dit opzicht veelbetekenend. De Venezolaanse kristendemokraat bleef in zijn land omwille van de gespannen toestand daar na een mislukte militaire staatsgreep in februari. Die sa-

menzwering sloot aan bij de gegroeide ontevredenheid over algemene verarming als gevolg van het neoliberaal economisch beleid.

„Wat ons onderscheidt van de liberale optie”, zo beklemtoonden verscheidene sprekers op de conferentie in Santiago, „is dat we niet zomaar een markteconomie willen, maar een sociale markteconomie”. „Als we de democratie willen konsolideren”, zei de peronistische ex-gouverneur van Buenos Aires, Antonio Cafiero, „dan moeten we ook het sociaal karakter ervan realizeren. Velen zijn gemarginaliseerd. Het is niet de louter markt die mag uitmaken welke waarden wij moeten aannemen, dat moeten wij zelf doen.”

De Chileense kristendemok- — Francis VAN DEN BERGHE

ratische partijleider en getipte presidentskandidaat Eduardo Frei sloot zich daarbij aan: „Uit onze eigen ervaring spruit de noodzaak voort om groei te verbinden met sociale rechtvaardigheid. Dat onderscheidt ons van de neoliberale optie”, zei hij.

De Chileense president Patricio Aylwin, die net twee jaar aan de macht is na een militaire diktatuur van 17 jaar, besloot de conferentie met een waarschuwing dat „de overwinning van de armoede onze grootste uitdaging vormt. Wij wijzen het populisme af dat buitensporige verwachtingen wekt, maar ook de liberale optie, die niet ziet dat er sociale stabiliteit moet zijn om de economie te doen functioneren.”



Internationale Démocrate Chrétienne
Internacional Demócrata Cristiana
Christian Democrat International

« Nous voulons une croissance équitable »

*Successor du général Pinochet, Patricio Aylwin
veut appliquer une politique économique de type social
pour stimuler l'activité et répartir équitablement les richesses.*

Patricio Aylwin, président de la République chilienne, a fêté la semaine dernière le deuxième anniversaire de son accession au pouvoir. Parvenu à la moitié de son mandat, dans une interview accordée à un groupe de journalistes de la presse étrangère, Don Pato, comme l'appellent affectueusement les Chiliens, a dressé un bilan positif de sa gestion : stabilité démocratique retrouvée, relations normalisées avec les militaires, progression économique maintenue.

LE FIGARO. — Vous sentez-vous à l'aise dans le fauteuil qu'occupèrent, avant vous, Salvador Allende et le général Pinochet ?

Patricio AYLWIN. — Occuper le siège du président du Chili est un honneur. Je m'y sens à l'aise. Ce n'est pas à moi, mais à l'histoire de juger chaque occupant de ce fauteuil.

— Le général Pinochet, toujours commandant en chef des forces armées, ne représente-t-il pas un obstacle à la démocratisation du Chili ?

— Ce n'est pas l'idéal. Beaucoup de Chiliens auraient préféré une autre solution. Mais le Chili a pris le chemin d'une démocratisation sans confrontation et les Chiliens acceptent ce qui a été décidé par la Constitution promulguée par le général Pinochet — en attendant qu'elle soit modifiée. Et nous allons introduire des réformes. Mais franchement, pour moi, la présence du général Pinochet à la tête des forces armées ne représente aucune perturbation dans le bon fonctionnement de la démocratisation au Chili.

— Quelles sont les relations entre le gouvernement et les forces armées ?

— Elles sont normales comme dans n'importe quel autre État de droit au monde. Il n'y a eu aucune pression politique de la part des forces armées. Il y a deux ans, quand nous avons institué la commission « Vérité et réconciliation » pour connaître ce qui s'était vraiment passé pendant la dictature. Les militaires ont constaté que les tribunaux effectuaient sérieusement leur travail à la recherche des véritables responsables. Je considère que le problème est dominé.

— On parle du miracle économique chilien, mais une partie de la population est exclue de ce développement. Que comptez-vous faire pour venir à bout de la pauvreté ?

— La pauvreté n'est pas nouvelle au Chili, et on ne peut pas en rendre responsable le régime du général Pinochet. Mais nous croyons que la politique économique suivie par ce régime a accentué la différence entre les riches et les pauvres.

Nous, nous voulons une croissance équitable et affirmons fondamentalement qu'il n'est pas possible de résoudre le problème des pauvres sans augmenter la richesse nationale, sans produire et vendre plus. C'est la politique que nous suivons. Nous voulons mettre en

œuvre une politique économique de type social avec intervention de l'État pour stimuler l'activité, tout en freinant l'inflation, afin de satisfaire les besoins — principalement dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

— Vous avez annoncé une réforme de la Constitution. Sur quels points va-t-elle porter ?

— Notre première réforme concerne le système électoral, et nous allons avoir enfin des élections municipales le 28 juin prochain. Nous voulons également réformer le système judiciaire, le rendre plus efficace, et faire taire les accusations de manque d'indépendance.

Nous allons proposer d'instaurer un régime de représentation proportionnelle. Enfin, une autre réforme sera de supprimer l'immobilité des commandants en chef des armées, qui n'existe dans aucun autre pays au monde. Si l'obtens l'approbation du Congrès, cette réforme entrera en vigueur après le départ des actuels commandants en chef.

— Votre mandat expire dans deux ans. Le général Pinochet peut donc très bien rester à son poste alors que vous aurez quitté le vôtre ?

— Oui, c'est très possible.

— On se préoccupe beaucoup en ce moment, au Chili, du sort d'Erich Honecker, actuellement réfugié à l'ambassade du Chili à Moscou. Cela ne risque-t-il pas d'empoisonner les relations entre Bonn et Santiago ?

— C'est un problème qui va être bientôt réglé. Une négociation est en cours et, pour cette raison, vous devez comprendre que je ne peux pas entrer dans les détails.

Voyez-vous, le Chili a une tradition historique d'accorder son aide à toute personne qui, dans une situation dangereuse, la demande. M. Honecker a vu disparaître son pays, puis l'URSS, où il s'était réfugié. L'ambassade l'a accueilli. Mais, sans l'autorisation du gouvernement allemand, M. Honecker ne viendra pas au Chili. Le Chili ne lui donnera pas asile et ne le soustraira pas à la justice de son pays.

— Vous avez dit récemment que les démocraties étaient fragiles. Êtes-vous inquiet pour la démocratie chilienne ?

— Je crois que les démocraties sur notre continent sont fragiles, principalement à cause des déséquilibres économiques et sociaux. Dans notre pays, tant par la politique destinée à réduire ces déséquilibres que par notre culture (nous avons, avec l'Uruguay, une grande tradition démocratique), je suis confiant après l'expérience que nous avons vécue. Je pense que le Chili est vacciné contre la chute de la démocratie.

— Les militaires sont-ils également vaccinés ?

— Je crois que les militaires n'ont aucune visée antidémocratique.

Propos recueillis à Santiago
par Irène JARRY.

LE FIGARO

18 / 03 / 1992

p. 3



Internationale Démocrate Chrétienne
Internacional Demócrata Cristiana
Christian Democrat International

UNION MONOIALE DES PARTIS, ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET MOUVEMENTS DEMOCRATÉS CHRETIENS
UNION MUNICIAL DE LOS PARTIDOS, ORGANIZACIONES INTERNACIONALES Y MOVIMIENTOS DEMOCRATAS CRISTIANOS
WORLD UNION OF CHRISTIAN DEMOCRATIC PARTIES, MOVEMENTS AND INTERNATIONAL ORGANISATIONS

Amérique du Sud

La fragile démocratisation

*Au congrès de l'Internationale démocrate-chrétienne,
la réussite économique ne suffit pas
à garantir la démocratie, comme l'exemple
du Venezuela le montre.*

LE FIGARO

17 / 03 / 1992

p. 3

SANTIAGO :
de notre envoyée spéciale
Irène JARRY

« Pendant que l'on parle de liberté au Chili, le Venezuela est en crise, nous faisant constater que la démocratie est chose fragile, jamais garantie. Les événements qui se produisent dans mon pays ne me permettent pas d'assister à votre conférence, à mon plus grand regret » : c'est en ces termes qu'Eduardo Hernandez, secrétaire général du COPEI — parti de l'opposition vénézuélienne — et président de l'Internationale démocrate-chrétienne (IDC), s'est excusé de ne pas assister à la conférence sur « la démocratisation des pays du cône sud de l'Amérique latine » organisée par l'IDC et patronnée par la Communauté économique européenne.

Inquiétude

En présence de parlementaires sud-américains et européens, ainsi que du sous-secrétaire d'État américain pour l'Amérique du Sud, Philipp McLean, les travaux de la conférence ont eu lieu pendant deux jours à Santiago. Ils ont été consacrés à l'évolution démocratique de l'Argentine, de la Bolivie, du Chili, du Paraguay, du Pérou et de l'Uruguay, six pays revenus plus ou moins récemment à des régimes civils après des expériences traumatisantes de gouvernement militaire.

Principale constatation : les peuples d'Amérique latine, comme ceux des pays de l'ex-Europe communiste, ont bien du mal à accepter une démocratie qui, contrairement à leurs rêves et à beaucoup de promesses, ne garantit pas la prospérité économique pour tous. Bien qu'absent des dé-

bats, le Venezuela, où une grave agitation persiste depuis la tentative de coup d'État militaire du mois dernier, a été constamment au centre des discussions.

L'inquiétude a été d'autant plus perceptible que, comme l'a fait remarquer Philipp McLean, « le Venezuela est l'une des plus anciennes démocraties d'Amérique latine ainsi que le pays qui connaît le plus fort taux de croissance de la région ». Les difficultés rencontrées par le président C. A. Pérez Rodriguez prouvent que cela ne suffit pas. Les populations latino-américaines réclament une meilleure répartition de la richesse, un peu plus de justice sociale. Dure leçon dans un continent où les gouvernants ont tendance à penser qu'il suffit d'être le bon élève des organismes financiers internationaux pour tenir les pays en main.

Pour le président chilien, Patricio Aylwin Azocar, « les difficultés que traverse le Venezuela soulignent une évidence : la démocratie exige un soin constant, un effort continu de perfectionnement, une préoccupation quotidienne visant à l'approfondir et la renforcer ». Pour y parvenir, les pays du cône sud ont constaté qu'ils ne disposent que de peu de soutien matériel. Confrontée aux problèmes de l'Europe de l'Est, la CEE n'est pas en mesure d'augmenter son aide à l'Amérique latine (un milliard d'écus pour la période 1991-1995, soit sept milliards de francs).

Quant aux États-Unis, après avoir eu des largesses pour les dictateurs, ils rechignent de plus en plus à accorder des subsides aux démocraties renaissantes : « *America first!* » (l'Amérique d'abord!), dit-on aux États-Unis, en omettant de préciser qu'il ne s'agit que de l'Amérique du Nord.

I. J.

PRESIDENCIA DE LA REPUBLICA
09 ABR 1992
ARCHIVO PRESIDENCIAL